

RENCONTRE

CÉCILE RENOUARD* :

Un centre de formation de haut niveau sur la transition est né en France

Cécile Renouard est chercheuse et enseignante à la faculté jésuite de Paris, le Centre Sèvres¹, et enseigne dans de grandes écoles – Centrale, ESSEC, Sciences Po – la responsabilité sociale des entreprises (RSE) selon une approche critique avec en vue la transition écologique et sociale². Religieuse de l'Assomption, cette femme ambitieuse a l'espoir un peu fou d'amener les cadres dirigeants d'entreprises à assumer pleinement leurs responsabilités sociales et écologiques.

Au lieu de cela, loin de se remettre en cause, les grandes entreprises tirent plus que jamais les ficelles d'une économie toujours plus destructrice. D'où le virage en radicalité de Cécile Renouard qui monte, avec de nombreux amis et collègues, un centre d'enseignement alternatif de très haut niveau, appelé Campus de la transition³, sur le modèle du Collège Schumacher, à Dartington, dans le Devon, au Royaume-Uni⁴.

Situé à Forges, en Seine-et-Marne, non loin de la forêt de Fontainebleau, à quatre-vingt kilomètres au sud-est de Paris, ce lieu non confessionnel, mais ouvert à la dimension spirituelle de la personne, est destiné à compléter la formation des étudiants des grandes écoles d'ingénieurs, de commerce et de sciences politiques françaises. Il s'agit de leur donner les moyens pratiques et les ressources spirituelles pour les aider à faire basculer l'économie vers une authentique transition écologique et sociale.



LaRevueDurable : Pouvez-vous résumer le sujet central de vos travaux ?

Cécile Renouard : J'essaie de comprendre comment mettre l'économie au service de la qualité relationnelle entre les personnes et entre les personnes et les écosystèmes. C'est une interrogation éthique, spirituelle et politique liée à l'étude du fonctionnement des économies, des modèles de production, de consommation et d'échanges.

LRD : Vous êtes connue pour vos travaux sur l'éthique des grandes entreprises, leur responsabilité sociale. Cette définition reflète-t-elle un virage de votre part ?

CR : C'est plutôt une manière plus englobante d'évoquer le rôle des multinationales. Depuis quinze ans, je réfléchis à partir d'études de terrain et de discussions avec des acteurs de la grande entreprise – Total, Michelin, Danone, Veolia, Unilever, Rio Tinto Alcan, Lafarge, etc. – pour trouver des leviers de transformation. Or, je suis de plus en plus pessimiste sur la capacité de ces gros paquebots à bouger à la hauteur de ce qu'une véritable transition écologique et sociale nécessite.

Mettre ensemble stratégie et RSE

LRD : Les grandes entreprises seraient-elles incapables de s'engager dans une véritable transition ?

CR : Ces grands groupes affirment s'engager dans la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat et les objectifs du développement durable des Nations unies. Ils disent reconnaître, par exemple, que la perte de biodiversité n'est pas un sujet optionnel ni à la marge et qu'ils ont une responsabilité à cet égard. Mais même si, en leur sein, des initiatives voient le jour et des personnes se mobilisent, leurs trajectoires sont le plus souvent en complet décalage avec le haut niveau d'intention qu'ils affichent.

Selon les secteurs d'activités, ces entreprises ont des responsabilités particulières qu'il faut regarder de très près. Il ne revient pas au même d'être Total, Danone ou Michelin. Certaines ont directement à voir avec le changement climatique via d'importantes émissions de CO₂. D'autres sont directement concernées par leurs impacts sur les ressources en eau ou sur la biodiversité des territoires. D'autres, c'est tout à la fois.

Dans certains secteurs, des investissements massifs – et donc de grandes entreprises – sont nécessaires alors que dans l'agroalimen-

* Cécile Renouard est religieuse de l'Assomption et professeure d'éthique et de philosophie morale et politique au Centre Sèvres, faculté jésuite de Paris, et dans plusieurs grandes écoles.

10

taire, par exemple, on pourrait dans bien des cas revenir à des circuits de proximité courts avec une production locale. Les chaînes de valeur mondiale dans l'agroalimentaire, par exemple les plats cuisinés surgelés, n'ont souvent guère de sens.

LRD : Pourquoi êtes-vous de moins en moins convaincue de la capacité des grandes entreprises à œuvrer pour la transition ?

CR : Les populations des classes moyennes et élevées de tous les pays doivent fortement réduire leur empreinte écologique pour espérer que les générations futures et ceux qui ont peu puissent simplement vivre, comme disait Gandhi. Pour y parvenir, la sobriété est le sujet par excellence⁵. Or, les grandes entreprises – et les pouvoirs publics – n'ont presque jamais l'ambition d'intégrer la sobriété dans leurs modèles économiques.

Le grand problème est que les entreprises séparent la RSE d'un côté, de la stratégie et du développement économique et financier de l'autre. Elles mènent des actions contradictoires dans ces deux compartiments. Très peu d'entreprises, même si elles disent vouloir inscrire la RSE dans leur stratégie, regardent les liens entre cette stratégie et l'objectif du bien commun.

LRD : Pourtant, vous persistez à vous intéresser aux grandes entreprises.

CR : Je pense qu'il faut les aiguillonner et qu'il y a différentes manières de le faire. La façon dont de grands fonds d'investissement, dont le fonds BlackRock de Larry Fink, commencent à demander aux entreprises d'expliquer leur stratégie pour parvenir à respecter l'accord de Paris ou d'autres accords à visée écologique est un bon aiguillon de transformation.

Le Manifeste pour un réveil écologique des étudiants de grandes écoles et universités françaises – Polytechnique, CentraleSupélec, ENS, etc. –, qui dit leur désarroi à propos des modèles économiques qu'on leur enseigne⁶, envoie un bon signal d'alerte aux directions des grandes écoles. Mi-décembre, 27 000 étudiants l'avaient signé. Il faut changer le regard sur ces modèles, revoir l'enseignement de l'économie et de la finance, changer les cursus académiques. Ce qui m'intéresse, c'est placer les conditions de création et de partage de la valeur économique et financière au centre de la réflexion sur la responsabilité sociale de l'entreprise.

LRD : Cette approche correspond précisément au changement de direction souhaité par l'Union européenne sur la RSE !

CR : Absolument ! Mais malgré ce changement de paradigme, les entreprises continuent d'agir avec le vieux modèle fondé sur la philanthropie. La réflexion actuelle sur l'entreprise me paraît très polluée par l'idée qu'elles vont agir pour le bien commun, mais de manière diffuse et disjointe de leur cœur de métier et d'une interrogation centrale sur les conditions de création de richesse.

LRD : N'êtes-vous pas en train de retrouver la même définition que celle de l'économie solidaire, qui regarde d'abord et avant tout la finalité de l'entreprise⁷ ?

CR : Oui, mais mes travaux ne sont pas reliés au seul secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS).

LRD : Le fait est que vous semblez aboutir au même constat !

CR : Oui et je le revendique. Mais j'ai choisi de travailler sur les grands groupes parce qu'il ne suffit pas de travailler aux marges : il faut transformer l'économie de façon structurelle. Je n'ai pas complètement perdu espoir en la capacité de personnes au sein des grands groupes à faire bouger les choses. Je suis cependant de plus en plus sensible à l'inertie et à la nécessité de réfléchir en termes d'actions sociales et politiques.

Transformer l'activité économique

LRD : Justement, comment proposez-vous de sortir de l'ornière ?

CR : Je travaille depuis douze ans sur les transformations structurelles qu'on peut opérer dans la fiscalité et les normes comptables⁸. On n'y arrivera pas si on ne compte que sur l'incitation et la bonne volonté des entreprises. Il faut aussi de la contrainte et réfléchir avec des experts de différentes disciplines pour changer les instruments de mesure et d'évaluation. Ce travail doit en outre converger avec une réflexion sur le levier de l'éthique personnelle et sociale, et sur le levier spirituel.

La pensée gandhienne, que j'étudie depuis deux ans, articule de manière très intéressante des réflexions politique, économique et sociale avec la spiritualité aux échelles individuelle et collective. Dans l'Eglise chrétienne, la réflexion sur les structures et les institutions fait souvent défaut. Il manque un discernement à l'échelle collective. Bien sûr, il y a des chrétiens très engagés pour une réforme structurelle, mais cet engagement est trop souvent absent.

LRD : Vous avez aussi une réflexion très intense au niveau de l'enseignement.

CR : La lenteur des évolutions des parcours dans les grandes écoles de commerce comme à l'ESSEC, d'ingénieurs comme à l'Ecole des mines et de sciences politiques comme à Sciences Po Paris, où j'enseigne respectivement depuis douze, onze et trois ans, fait écho à l'inertie des grandes entreprises et la conforte. Les étudiants avec lesquels je suis en contact sont de plus en plus lucides sur les impasses des modèles économiques dominants et de ces cursus.

Ils sont nombreux à s'interroger sur le sens de leur existence et sur leur engagement professionnel futur. Leurs frustrations et leurs doutes rejoignent les miens et m'interpellent beaucoup. D'où mon

Un réfugié
éthiopien, deux
ingénieurs,
un jésuite, une
normalienne

idée initiale de créer une école de commerce alternative qui enseignerait autrement l'épistémologie, l'éthique et la philosophie politique, et proposerait une autre macroéconomie, d'autres normes comptables, une autre vision de la finance et de la fiscalité. Aujourd'hui, l'objectif du Campus de la transition est de transformer nos façons de raisonner, de vivre et de créer de l'activité économique.

LRD : Avant de passer au Campus de la transition, un mot à propos de macroéconomie. Pourquoi ne citez-vous pas le travail de Tim Jackson⁹ dans *L'entreprise comme commun*, votre dernier livre ?

CR : Son premier rapport *Prospérité sans croissance* m'a beaucoup marquée, mais je n'ai pas lu la deuxième édition. L'expression « prospérité sans croissance », que j'utilise souvent, m'aide pourtant à faire passer le message. Beaucoup s'accordent à dire que c'est la prospérité qui compte, la qualité de vie, et que la croissance du produit intérieur brut n'est plus le bon moyen de l'atteindre dans nos pays déjà très riches.

Château du XVIII^e siècle

LRD : Sur ce dernier point, il est très dommage que malgré le succès planétaire de son rapport¹⁰, l'appel de Tim Jackson pour l'essor de modèles macroéconomiques sans croissance ne soit pas entendu. Quoi qu'il en soit, comment avez-vous concrétisé votre idée d'une école alternative avec le Campus de la transition ?

CR : Tous mes amis dans le monde de l'entreprise ou dans le monde académique, doctorants, étudiants et collègues de diverses disciplines à qui je confiais mon envie de créer cette école m'encourageaient à le faire. Pendant un an, un noyau d'une vingtaine de personnes a exploré les contours de ce projet. Et assez vite, on m'a dit d'aller séjourner au Collège Schumacher.

J'ai obtenu un temps sabbatique universitaire et j'ai pu y rester quatre mois début 2018. J'y ai suivi des cours du master *Economics for transition* et étudié la notion gandhienne de Swaraj dans une réflexion sur le discernement collectif vis-à-vis de la transition. Ce séjour m'a confortée dans l'idée de créer un lieu de ce type en France, où il n'y a pas d'équivalent.

LRD : Il vous fallait cependant un site !

CR : Il y a un an, j'ai dit à la provinciale de ma congrégation, responsable de nos communautés en France, qu'on avait une belle équipe et que je voyais de mieux en mieux ce qu'on pouvait faire, mais qu'il nous manquait un lieu. J'ai mentionné le château de Forges et ses douze hectares en Seine-et-Marne, propriété de notre congrégation depuis les années 1950 suite au don de sa propriétaire.

Nous avons là pendant soixante ans un collège et un lycée horticole avec un internat et des enfants placés par les services sociaux français. La majeure partie de cette activité a cessé en 2016. Depuis, le château du XVIII^e, les anciens communs, un bâtiment récent avec neuf salles



de cours, la forêt et des espaces pour les vergers et pour le potager sont disponibles. Ce lieu est exactement ce qu'on souhaitait. A une heure de Paris en train, il est facile d'y faire venir intervenants et étudiants.

Les responsables de ma congrégation sont très convaincues par ce projet non confessionnel. Elles y voient l'inspiration de *Laudato Si'* et estiment sensé de mettre Forges à disposition et de m'y envoyer pour que je puisse créer le Campus de la transition et une vie de communauté : nous y vivons à quelques-uns depuis quelques mois et travaillons à rendre ce lieu habitable. Cet été, nous avons travaillé deux mois avec des bénévoles à repeindre, nettoyer, ranger.

LRD : Les étudiants y séjourneront ?

CR : Oui. L'école CentraleSupélec nous a envoyé vingt étudiants pour un premier cours en immersion pour quelques jours en décembre. C'est l'équivalent de ce que le Collège Schumacher appelle un cours bref. Cela nous paraît fructueux et stratégique pour aider les écoles à répondre aux attentes d'une partie de leurs étudiants.



12

C'est aussi une façon d'accompagner la transformation des cursus des grandes écoles et des universités. Certains professeurs de ces écoles ont très envie de donner leur cours à Forges. Ce qui montre bien que nous ne sommes nullement en concurrence avec elles, tout au contraire.

LRD : Les personnes qui vivent à Forges, c'est le noyau dur du projet ?

CR : D'autres en font partie et sont totalement partantes pour la dynamique de recherche collective qui s'y déroule, mais pour diverses raisons, ne peuvent pas vivre à Forges.

LRD : Qui sont les « Forgeois » ?

CR : Le premier est un réfugié éthiopien, Ahmed Nour. Il est avec nous pour un an. Il y a ensuite deux ingénieurs agronomes, un jésuite français en formation pour deux ans, Xavier de Bénazé, et une jeune femme, Hélène Bardou, venue aider pour deux week-ends et qui a demandé à rester. Ils ont créé un potager qui nous a permis de passer septembre avec nos seuls légumes. Un jeune couple envisage de s'installer en maraîchage l'an prochain. C'est notre pôle agroécologie.

Il y a une normalienne doctorante en littérature comparée, Emeline Baudet, qui travaille sur les communs. Une personne a séjourné plusieurs mois, puis est partie. Deux autres viennent d'arriver. Avec d'autres membres du Campus, ces « Forgeois » mettent en place une gouvernance partagée pour la vie sur le site. L'idée est de créer les conditions d'une mise en transition personnelle avec des cours de très bonne qualité.

De l'importance du social

LRD : Vous allez organiser des enseignements avec ces personnes ?

CR : Oui. Et aussi avec des académiques de différentes disciplines qui ont dit leur intérêt pour intervenir : des membres du Campus comme Gaël Giraud, Alain Grandjean, Gilles Lhuilier, juriste professeur à l'ENS Rennes et à la Maison des sciences de l'homme, et des amis comme Dominique Méda, Patrick Caron, ex-directeur général du CIRAD à Montpellier, Christophe Bonneuil, Jean-Philippe Pieron, professeur de philosophie à Lyon 3, Dominique Bourg, etc.¹¹

LRD : Outre les cours brefs en immersion partie intégrantes de cursus, quels autres enseignements allez-vous proposer ?

CR : Nous montons aussi, en partenariat avec le mouvement des Colibris, une formation de deux mois pour des étudiants en fin de parcours d'école d'ingénieur, de commerce ou de sciences politiques. Elle sera proposée dès 2019 et reliera des enseignements en macroéconomie écologique, en éthique, en politique de la transition et sur les communs à des cours techniques sur les instruments de mesures et les normes comptables.



Cette formation inclura un petit certificat de permaculture, un volet sur la gouvernance, un accompagnement personnel et une réflexion spirituelle avec des personnes de différentes religions qui expliqueront comment elles voient leur rôle et le positionnement de leur tradition spirituelle vis-à-vis de la transition. Cela peut être essentiel pour aider à avancer.

LRD : Vous êtes dans l'alternative et, en même temps, vous avez un site somptueux et un extraordinaire cercle d'appuis.

CR : Ce projet est radical tout en n'étant pas marginal. Radical pour prendre les choses à la racine, sans concession. Non marginal, car il fera venir aussi bien des professionnels de la haute finance et de la grande entreprise que de l'ESS et du secteur associatif. Il est très important pour moi d'inscrire la question sociale au cœur de la pédagogie et des cursus. Pour Forges, la transition inclut autant le social que l'écologie.

Nous souhaitons notamment que nos étudiants puissent regarder le monde en chaussant les lunettes des plus vulnérables. Pour y parvenir, le Service jésuite des réfugiés nous aide¹². Le Collège Schumacher est génial, mais Forges s'en distingue de deux manières fortes : le lien avec le monde de l'entreprise et la présence centrale de la dimension sociale.

Cette dimension est un sujet à Totnes, tout près du Collège Schumacher, d'où le mouvement des villes en transition est parti. Le curé de cette ville qualifie ce mouvement de bobo. Les plus pauvres n'y participent pas : ils n'en ont pas les moyens. Cependant, les animateurs de Transition Totnes essaient d'enclencher un mouvement avec les classes moyennes, ce qui est déjà beaucoup, et ont conscience qu'ils ont des progrès à accomplir sur le plan social. Et le Collège Schumacher reconnaît aussi que ses cursus chers sont une barrière, mais la question sociale figure peu dans ses cursus.

LRD : Qui va se former au Collège Schumacher ?

CR : Les étudiants des masters viennent du monde entier. Ce sont pour la plupart des personnes qui ont travaillé dans de grosses structures et qui se disent, à un moment, que ce n'est plus possible. Elles ont les moyens de s'offrir une année pour se mettre en transition. De temps en temps, des étudiants plus jeunes font des emprunts. Mais globalement, c'est un public favorisé. Pour les cours brefs, le public est plus varié et les tarifs différenciés.



A Forges, nous allons essayer d'avoir d'emblée des tarifs abordables et instaurer un système de bourses et de péréquation, avec des prix plus élevés pour les personnes qui pourront se les payer. Mais nos critères ne seront pas ceux du monde anglo-saxon. Nous espérons aussi intéresser des mécènes, en particulier pour rénover le lieu.

Zachée dans son sycomore

LRD : Vous avez travaillé avec les plus grands groupes, notamment actifs dans l'industrie extractive. Mais très peu sur les Gafams – Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft –, qui sont désormais les entreprises les plus riches et les plus puissantes au monde. Aborderiez-vous le domaine du numérique à Forges ?

CR : Absolument ! Et à ce propos, un enjeu est notre propre cohérence. Quand on a un site comme le nôtre avec un château qui est une passoire thermique auparavant chauffée au fioul, comment fait-on pour être carbone-neutre au plus vite ? Cet hiver, nous n'avons utilisé que quelques radiateurs électriques. Et je vais aller aux Etats-Unis et au Canada rendre visite à des universités jésuites qui se sentent elles aussi piégées par leur modèle et ont manifesté leur intérêt pour Forges. J'ai quelques angoisses sur notre modèle économique, mais si des universités envoient des étudiants en avion pour un séjour expérientiel comme partie de leur cursus...

LRD : ... ça plante complètement l'empreinte carbone d'un lieu qui se veut exemplaire : la solution, c'est de reproduire votre modèle outre-Atlantique.

CR : Exactement. Mais j'espère qu'on nous aidera là-bas financièrement à passer la première étape très délicate. De manière générale, nous nous interrogeons sur le fonctionnement de notre organisation multidimensionnelle. Différents groupes de travail planchent sur la mise en transition du domaine, son insertion dans l'économie biorégionale, l'inclusion sociale, l'énergie dans les bâtiments, la mobilité, la gouvernance, le financement, la recherche, l'enseignement, etc.

Et un vrai sujet, c'est la communication entre nous. Alexandra de Lamothe, responsable de l'atelier financement du campus, nous exhorte à arrêter d'utiliser les services numériques pourtant très pratiques de Google.

LRD : Sortir des Gafams pour se mettre en cohérence avec la transition, le sujet monte à la surface.

CR : Ce travail de mise en cohérence va nourrir les formations pour aider les jeunes à comprendre que la transition passe par une multitude

de choix très concrets. J'ai un vieil iPhone, mais il faudrait que le prochain soit un Fairphone¹³. Comment faire des choix plus cohérents ? J'ai étudié les Gafams sous l'angle de la fiscalité, ce qui est déjà un gros morceau, mais pas sous celui de l'usage des outils numériques, de l'intelligence artificielle et de l'empreinte écologique de ces entreprises.

LRD : L'objectif des Gafams est d'emprisonner leurs milliards d'utilisateurs dans une dynamique de consommation pour accroître toujours plus leur puissance financière et leur pouvoir d'influence. Dans *Illusion financière*¹⁴, Gaël Giraud veut faire descendre Zachée de son arbre¹⁵, mais les acteurs économiques semblent plus que jamais décidés à rester dans leur sycomore !

CR : L'image de Zachée, c'est une des pages de l'Évangile qui me correspond le mieux ! Elle illustre très bien ce que j'ai essayé de faire.

LRD : C'est bien l'impression qu'on a à lire *L'entreprise comme commun*. Mais on a aussi le sentiment que vous n'y parviendrez pas !

CR : C'est ma frustration depuis quinze ans ! Et il est vrai que beaucoup restent en haut. Mais j'en ai tout de même vu qui descendaient un peu (rires). Certains vivent même un retournement extraordinaire !

LRD : Mais ils sont remplacés par les Gafams, qui sont encore pires...

CR : Avec Gaël Giraud, nous avons construit un indicateur de capacité relationnelle. Le fil rouge de mes travaux, c'est essayer de comprendre comment favoriser le déploiement des capacités relationnelles des personnes et des groupes plus vulnérables. Or, les Gafams sont des forces qui ont des effets délétères et détériorent les capacités politiques dans nos démocraties.

Ce qui me frappe aussi beaucoup, ce sont les effets d'annonce qui font croire à une prise en charge du problème. Le capitalisme est passé maître dans l'art d'avaler la critique. Dans le champ politique, on savait où Nicolas Sarkozy se situait. Emmanuel Macron, en revanche,

multiplie les déclarations d'intention qui semblent aller dans la bonne direction. Mais la réalité est tout autre.

Ne pas rester seul

LRD : Il faut sans doute avoir moins à l'esprit Emmanuel Macron que les entreprises qui, derrière le rideau, ont poussé Nicolas Hulot à quitter le navire avec fracas.

CR : La responsabilité est aussi à imputer aux critères absurdes imposés par les règles de Maastricht depuis 1992. Mais votre remarque est juste : des amis dans de grands groupes me disent voir leur inertie depuis l'intérieur. Ils craignent cependant de quitter le leur par peur du chômage. Certains se demandent où investir leurs forces pour être le plus utiles. Un ami cadre dirigeant a donné sa démission parce qu'il était trop en décalage avec les politiques du groupe et ses méthodes de management.

**Je vois un
niveau croissant
d'engagement
et de réflexion
des étudiants**

Après un temps au chômage, une autre entreprise l'a embauché pour le nommer directeur à la fois de la stratégie et de la RSE. Ce sont deux casquettes séparées, mais pour lui, la RSE doit être intégrée dans la stratégie en fonction des critères de responsabilité de l'entreprise. Or, ses collègues ne le prennent pas au sérieux et disent que le climat, c'est sa danseuse. Il n'arrête pas de souligner que c'est une question de pérennité du business, mais les résistances sont énormes même dans ce groupe moins cynique que le précédent.

LRD : Avec tous les procès en cours sur le climat (page 62), cela pourrait bientôt changer.

CR : Il se demande s'il doit rester, car c'est un vrai leader. Lorsqu'ils ont eu un mort chez un sous-traitant, ses collègues s'en fichaient. Il leur disait : « Mais c'est notre chaîne de sous-traitance : c'est nous ! Comment a-t-on pu accepter des conditions qui mettent ainsi les employés en danger ? »

LRD : Ne peut-il pas créer une entreprise et embaucher ?

CR : La société a un besoin urgent de s'appuyer sur des personnes qualifiées comme lui, qui connaissent le monde de la grande industrie et pourraient réorienter les choses !

LRD : Les jeunes que vous allez former seraient certainement très intéressés !

CR : En douze ans d'enseignement sur ces sujets, je vois un niveau croissant d'engagement et de réflexion des étudiants. Certains portent le poids du monde sur leurs épaules.

LRD : On les comprend : le rapport 1,5°C du Giec est extrêmement préoccupant¹⁶ : en tant que religieuse, comment vivez-vous cette évolution tragique ?

CR : En puisant dans les ressources spirituelles. Croire en un Dieu source et promesse de vie m'aide à faire face. Je vois cette puissance de vie à l'œuvre aussi chez les personnes qui se mobilisent.

LRD : Même si on va à l'échec ?

CR : Même si on va à l'échec. Le pire serait de baisser les bras. L'échec n'est pas le dernier mot de nos vies. La parabole du gérant habile est une autre source d'inspiration pour moi : face à ceux qui ont beaucoup de pouvoir et d'argent, Jésus appelle à être rusé au service de la justice et de la paix. Non pas pour manipuler, mais pour être stratège afin de réussir à bouger les structures et les réglementations.

La grande question, c'est va-t-on y arriver sans violence ? Nos modèles en engendrent déjà beaucoup. Et avec Trump, les verrous mis en place après la Seconde Guerre mondiale semblent sauter, les grands dérapages redevenir imaginables. Face à cela, il ne faut pas rester seul et

le Campus de la transition est un soutien pour et avec ces jeunes qui arrivent désespérés parce qu'ils ne voient aucune issue devant eux.

Ce campus est un lieu où se ressourcer, où vivre de manière sobre et heureuse ensemble avec d'autres personnes et où apprendre – cela est fondamental – à relier les échelles micro et macro : car on ne peut pas se contenter d'agir dans sa petite sphère, la dimension du politique est indispensable. ■



1) <https://centresevres.com>

2) *L'entreprise comme commun. Au-delà de la RSE*, Swann Bommier, Cécile Renouard, Editions Charles Leopold Mayer, Paris, 2018.

3) <https://campus-transition.org/>

4) www.schumachercollege.org.uk

5) *LaRevueDurable. Sobriété et liberté : à la recherche d'un équilibre*, *LaRevueDurable* n°61, été-automne 2018, pp. 19-55.

6) <https://pour-un-reveil-ecologique.fr/>

7) *LaRevueDurable. Economie solidaire et écologie, des richesses insoupçonnées*, *LaRevueDurable* n°33, mars-avril-mai 2009, pp. 19-55.

8) Cécile Renouard, *Ethique et entreprise*, Editions de l'Atelier, Paris, 2015. Gaël Giraud et Cécile Renouard (dir.). *Vingt propositions pour réformer le capitalisme*, Champs Flammarion, Paris, 2012.

9) *Prosperité sans croissance. Les fondations pour l'économie de demain*, deuxième édition, de Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve, 2017.

10) Tim Jackson. *L'économie, c'est l'engagement du présent pour l'avenir*, *LaRevueDurable* n°61, été-automne 2018, pp. 12-18.

11) *De longues interviews de Dominique Bourg, Alain Grandjean, Christophe Bonneuil et Dominique Méda* sont parues respectivement dans les n°s26, 35, 38 et 50 de *LaRevueDurable*.

12) www.jrsfrance.org

13) *LaRevueDurable. Les technologies de l'information et de la communication et l'impératif de la sobriété*, *LaRevueDurable* n°49, juin-juillet-août 2013, pp. 13-53.

14) Gaël Giraud. *Illusion financière*, Editions de l'Atelier, Paris, 2014.

15) *Zachée est un riche collecteur d'impôt qui grimpe dans un sycomore pour voir Jésus passer. Jésus le voit et s'invite chez lui. Zachée le reçoit « avec joie » et déclare : « Je fais don aux pauvres de la moitié de mes biens et si j'ai fait du tort à quelqu'un, je lui rendrai quatre fois plus. »*

16) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. *Rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C*.